

Interpellation présentée par le député:

M. Eric Stauffer

Date de dépôt : 11 septembre 2008

Messagerie

Interpellation urgente écrite

SIG la banque royale à la charge des citoyens ! (question 2)

Messieurs les Conseillers d'Etat,

En préambule, il faut rappeler que les votations populaires du 1er juin 2008 ont donné la légitimité aux députés de siéger dans les établissements publics autonomes. Par conséquent, je prends acte, de par la voix populaire, que mon premier devoir est de rendre compte à la population qui m'a élu, et, par ce vote, découle directement le fait que je siége en qualité d'administrateur aux SIG.

Ceci étant précisé, c'est avec consternation que j'apprends que les SIG ont effectué un paiement de 100 millions de francs en 2003: prêt, avance, don, paiement à fonds perdus?, ci-après dénommé « prêt », remboursable jusqu'en 2033, et sans intérêt (!), à EOS, Energie Ouest Suisse, dont il faut rappeler que SIG est actionnaire à hauteur de 23%.

Il sied de préciser qu'un « prêt » de 100 millions n'a certainement pas été inscrit dans le budget (qui doit être approuvé par le Grand Conseil). Dès lors, il ne peut s'agir que d'une opération « hors budget ».

Ce qui m'amène à la lecture de l'article 27¹ de la LSIG, et à constater que sans l'accord du Conseil d'Etat (c'est-à-dire votre collègue dans son intégralité) un tel prêt n'aurait pas pu voir le jour.

¹ **Art. 27 Opérations hors budget**

Les Services industriels ne peuvent, sans l'accord du Conseil d'Etat, engager hors budget des dépenses d'investissement, ou prendre des engagements ayant de tels effets.

Initialement, selon les informations qui sont à ma disposition, EOS aurait été en difficulté financière, ce qui m'apparaît incompréhensible si l'on regarde le bilan EOS, je cite : « *Conjugué aux effets extraordinaires de la reprise de valeur au bilan (impairment), le résultat net publié 2007 s'élève à CHF 320 mio.* », source : http://www.eos.ch/home/entreprise/chiffres_et_faits/eos-rapport_annuel.htm

Par ailleurs, à la lecture du bilan d'EOS, je n'ai pas constaté au passif du bilan, au 31 décembre 2007, voire 2006, l'existence d'un engagement vis-à-vis de SIG !

Il sied de préciser qu'à la lecture du bilan de SIG (source : <http://www.sig-ge.ch/corporate/media-center/documents-telechargeables/nos-brochures/index.lbl>) tel qu'il ressort dans sa publication, je n'ai pas non plus constaté l'existence d'une créance contre EOS sous la rubrique « immobilisations financières » comme cela devrait être normalement le cas, dès lors que les Services Industriels Genevois affirment avoir une créance contre EOS, remboursable jusqu'en 2033, SIG arguant d'une « CONVENTION » !

Selon les informations disponibles, il apparaît que le remboursement du « prêt » serait effectué par un droit « au rabais » du prix d'achat selon un pourcentage prédéfini des factures d'achat de SIG à EOS pour la fourniture d'électricité aux citoyens genevois. Selon les SIG, l'électricité ayant, récemment, fortement augmenté (30% en 1 an), le remboursement du prêt de 100 millions était trop rapide (22 millions de francs en 2008) ! Les SIG ont, par conséquent, décidé de le rééchelonner jusqu'en 2015 (d'après une convention, il pourrait aller jusqu'en 2033) en abaissant le pourcentage de remboursement, et toujours sans intérêt !

Par ailleurs, le Conseil d'Etat ayant refusé, fin 2007, l'augmentation totale des tarifs d'électricité, l'escompte que les SIG ponctionnent sur les factures d'achat auprès d'EOS est de fait répercuté sur les usagers (du genre 2%, alors que les tarifs d'électricité viennent d'augmenter de 30% en 1 an), sans possibilité de remboursement des 100 millions décaissés en 2003 ! Autant dire que le versement des 100 millions est un paiement à fonds perdus; ce que les SIG ne contestent pas vraiment !

Les SIG parlent une fois de « prêt », une fois d'un paiement à fonds perdus qui donne droit à des rabais à concurrence de 100 millions et une garantie d'approvisionnement de 400ghw/an au prix du marché (sic !) par le biais d'une convention signée lors du paiement des 100 millions.

Encore plus surprenant; plusieurs administrateurs, dont un membre du Bureau du conseil d'administration, ont demandé des informations. Depuis la fin août, ils n'ont pas reçu de réponse !

Devons-nous imaginer que le paiement de 100 millions est passé outre les contrôles du Grand Conseil (de par le budget), outre le contrôle du Conseil d'Etat (opérations « hors budget » art.27 LSIG), comment cela serait-ce possible ? A cette question, les experts répondent par un grand désespoir (ils n'avaient pas vu la faille):

- Si les SIG ont payé, en 2003, 100 millions en avance fournisseur à EOS, personne ne pouvait le voir !
- Si SIG a décidé ultérieurement de convertir ce paiement d'avance par une convention qui détermine que les 100 millions sont à fonds perdu, mais donne le droit, du 1er octobre 2007 au 31 décembre 2033, à des réductions sur le prix d'achat de l'électricité jusqu'à concurrence de 100 millions avec une garantie d'approvisionnement de 400 ghw/an au prix du marché, personne ne pouvait le voir !

Sauf que, si tel est le cas, les règles comptables et la loi n'auraient pas été respectées ! Sans même parler que ce mode de faire correspond, de par le monopole d'état que les SIG détiennent, à de l'impôt déguisé ! Et là, il faut dire STOP !

Compte tenu que le montant de 100 millions de francs n'existe ni dans le bilan des SIG ni dans celui d'EOS ni dans le mémorial du Grand Conseil, on se demande si les 100 millions existent vraiment !

Compte tenu que nous autres députés de milice n'avons pas les moyens d'investiguer lorsqu'il y a rétention d'information, quand bien même certains d'entre nous sont administrateurs des SIG, j'ai décidé de saisir la Cour des Comptes et de faire une communication au Procureur Général de la République conformément aux dispositions de l'article 11 cppg. Bien que, pour l'heure, je ne sois pas convaincu qu'il y ait eu faute qui relèverait d'infraction pénale, je tiens tout de même à effectuer cette démarche, au motif que dans l'affaire de la BCGE, la banque, jusqu'à la dernière minute, a maintenu que tout était normal et parfaitement dans les règles; la suite, nous la connaissons.

A l'heure où le Conseil Fédéral s'inquiète des hausses massives des prix de l'électricité, selon lui, ces fortes augmentations pourraient avoir des conséquences, tant pour les familles modestes que pour l'économie suisse. Le gouvernement fédéral a, du reste, appelé les entreprises concernées à corriger le tir. Faute de quoi, l'ouverture du marché risque d'être interrompue, comme l'indiquait, cette semaine, le porte-parole du Conseil fédéral Oswald Sigg.

Dès lors, à la vue de ce qui précède et afin d'obtenir les éclairages souhaités, je n'ai d'autres choix que de rédiger la présente interpellation et obliger, de par la loi, votre collègue à répondre !

Cette opacité n'est pas acceptable, ce d'autant plus que le conseiller d'Etat en charge des SIG est également Président du Conseil des Pouvoirs publics au sein d'EOS Energie Ouest Suisse et siège au sein du Conseil d'administration d'EOS !

Allons-nous revivre une BCG bis avec les SIG qui octroient des prêts sans intérêt et sans l'aval de l'autorité législative, qui pourtant est la seule autorité à pouvoir approuver le budget des SIG !

De plus, les récentes menaces que j'ai reçues de la part d'un membre de votre collège ne sont pas acceptables. J'aimerais ici rappeler humblement que je suis le représentant du Souverain, et qu'à ce titre il est de mon devoir de contrôler la bonne utilisation des fonds publics.

Et dire que d'aucuns voulaient sortir les députés des conseils d'administration, certainement pour maintenir une opacité sur les opérations financières !

Dans le cadre de la bonne gouvernance, comment justifier d'un côté que les SIG ont payé environ 400 millions dans le cadre du transfert des actifs à l'Etat de Genève en recourant à l'emprunt bancaire dans au moins deux instituts financiers (France et Autriche) en payant un intérêt débiteur, et, de l'autre côté, que SIG octroyait un prêt de 100 millions de francs sans intérêt remboursable jusqu'en 2033 ! Finalement, le seul payeur dans ce mode de faire est le citoyen genevois qui constate, mois après mois, la baisse de son pouvoir d'achat !

En conclusion, il apparaît nécessaire de remettre de l'ordre au sein des SIG, afin d'être certains que nous parlons bien d'un établissement public, qui doit fournir un service public, et non pas d'une société à but lucratif utilisant son monopole d'Etat pour spolier les citoyens de Genève !

Il est temps de remettre le citoyen genevois au centre des débats, car, ne l'oublions pas, nos mandats ne sont qu'une délégation de sa suprême autorité.

Pour des questions de formalisme nous sommes contraints, pour obtenir réponse à plusieurs questions portant sur le même sujet, de déposer une IUE par question, et nous nous en excusons.

En vertu des pouvoirs qui sont ceux du député, des devoirs et obligations qui sont ceux du Conseil d'État, voici la question posée dans le cadre de cette IUE, conformément à l'article 162A LRGC :

Question 2 :

Le Conseiller d'Etat en charge des SIG a-t-il été informé par les SIG de l'octroi de ce prêt de 100 millions de francs, si oui quand, et a-t-il été approuvé par ce dernier ?